

Domaine 144 public

Ni Marx, ni Jésus de Revel

Ce numéro est d'un caractère particulier: une sorte de discussion libre, idéologique. Une réaction, disparate, à l'essai de Revel: « Ni Marx, ni Jésus. — La nouvelle révolution mondiale est commencée aux Etats-Unis ».

Pourquoi ce choix? A cause d'un certain nombre de qualités de l'auteur.

Auteur français, sans complaisance ni nombrilisme. On sait que dans le domaine de l'invention, la France contemporaine est pauvre; pauvres ses musées, pauvre sa vie politique (qui peut s'intéresser encore au quatre cent cinquante-troisième épisode de la recherche d'une plateforme commune entre le PC, le PSU et la SFIO, cette bande dessinée des nostalgiques du Front populaire, comme il y a les nostalgiques de l'Empire ou du Gai Paris, qui fut audacieux en 1933, au temps de l'Exposition coloniale). Ailleurs, il se passe quelque chose de neuf: aux Etats-Unis,

au Danemark, en Suède, en Hollande, en Allemagne. Quoi? Il faut en discuter.

Revel a un sens aigu de cette liberté, dont il a édité les classiques; libéral et libertaire, voulant une conquête de la liberté dans la rationalité sans cultes, mais assez averti pour savoir que la raison d'aujourd'hui permet de mieux explorer et d'exprimer l'infini domaine de l'inconscient d'où jaillit toute invention comme la vie de la mer.

Autrement dit, le vieux débat d'une révolution non seulement économique, mais totale, étouffé par le stalinisme dès les années 30, est repris en termes nouveaux. Il fallait donc, à partir de ce livre de Revel, enchaîner.

Les réactions sont, nous l'avons dit, disparates. Ce que chacun exprime ici n'engage pas les autres, et ce n'est qu'une petite partie de ce qu'il aurait à dire. C'est à lire comme c'est écrit, en sautillant. D. P.

Cinq conditions préalables à toute révolution

Revel écrit:

« Les tactiques n'ont d'efficacité révolutionnaire que par rapport à une stratégie d'ensemble. Aucune n'a de valeur par elle-même, à moins qu'une nouvelle organisation de la société ne soit prête à se substituer à la précédente, c'est-à-dire que les cinq conditions préalables ne soient remplies, et que l'élaboration des solutions n'ait été poussée assez loin dans les cinq domaines suivants:

I. — Critique de l'**injustice** dans les rapports économiques, sociaux, éventuellement raciaux.

II. — Critique de la **gestion**, ou de l'efficacité. Cette critique vise le gaspillage des ressources matérielles et humaines, elle se lie à la critique précédente en montrant que l'injustice entraîne une mauvaise organisation donc l'improductivité et la dilapidation. Elle met également en accusation le détournement du progrès technique vers des objectifs inutiles ou nuisibles à l'homme.

III. — Critique du **pouvoir politique**. Elle porte tantôt sur sa source et son principe, tantôt sur la technique du pouvoir, sur les conditions dans lesquelles il est exercé, distribué ou confisqué, la localisation des centres de décision, le rapport entre les conséquences de ces décisions pour les citoyens et la difficulté ou l'impossibilité pour eux d'y être associés.

IV. — Critique de la **culture**: morale, religion, croyances dominantes, usages, philosophie, littérature, art; critique des attitudes idéologiques qui les sous-tendent; critique de la **fonction** de la culture et des intellectuels dans la société et de la **distribution** de cette culture (enseignement, diffusion, information).

V. — Critique de l'ancienne **civilisation comme censure** ou revendication de la liberté individuelle. Cette critique vise les rapports entre la société et l'individu en prenant celui-ci moins comme citoyen que dans sa sensibilité et son originalité, et la société comme moyen de dégager la valeur propre de chaque individu ou au contraire de la mutiler. Elle mesure par exemple la faillite d'une société à la pauvreté et à la sécheresse des relations humaines qu'elle détermine (fraternité ou agressivité), à l'uniformité des types humains qu'elle fabrique, (conformisme), et en général à la contrainte qu'elle fait peser sur les êtres, à l'incapacité où elle les met de réaliser leurs virtualités et de se diversifier les uns des autres. La révolution est ressentie dans ce contexte comme libération de la créativité personnelle et réanimation des initiatives, contre les « horizons bouchés » et le climat de pesanteur et d'« à quoi bon ? » des sociétés répressives.

Un néo-menchévique

Après maints écrits polémiques, destinés à un public restreint (« Pourquoi des philosophes? », « Cabale des dévots », etc.), Jean-François Revel, le non-conformiste par excellence parmi les intellectuels français, vient de publier son nouveau livre aux Editions Robert Laffont, « Ni Marx, ni Jésus », qui, par les thèmes traités ainsi que par les positions défendues, mérite un large débat. Ecrit pour un public européen, et surtout français, orgueilleux de sa supériorité intellectuelle et convaincu d'être à l'avant-garde du progrès, cette publication se veut un livre-choc, en attirant l'attention sur la scène politique américaine et sur le sous-développement des mouvements contestataires en Europe.

Le passéisme de la gauche européenne

Comme tout polémiste et fin observateur, Revel développe une thèse simple de manière séduisante: doutant de la possibilité d'une révolution sociale en Europe occidentale, dans les pays de l'Est commu-

niste et dans le Tiers Monde, il affirme que les Etats-Unis d'Amérique représentent le seul pays où la révolution a des chances réelles de se produire. Il pratique l'autopsie du communisme français, là où le scalpel de Servan-Schreiber avait encore laissé quelque espoir au malade. Si Servan-Schreiber s'attaquait aux thèses économiques de la droite et de la gauche française dans son « Défi américain », Revel démontre le caractère rétrograde de l'opposition politique en France. Il affirme et proclame à haute voix que le salut de l'humanité est désormais entre les mains de cette jeunesse américaine qui porte la haine du système dans son cœur et le message d'une nouvelle civilisation sur ses lèvres.

Fidèle aux traditions de la pensée libérale, patrimoine commun de tout véritable penseur européen, Revel croit à la continuité de l'Histoire dans le progrès, s'accomplissant par des bouleversements radicaux, atteignant tous les domaines de la vie sociale, y compris la culture et la vie quotidienne.

Bi-mensuel romand
N° 144 2 février 1971 Huitième année

Rédacteur responsable: Henri Galland
Le numéro: 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros:
Pour la Suisse: 12 francs
Pour l'étranger: 15 francs

Changement d'adresse: 50 centimes
Administration, rédaction:
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S.A., Renens

Aux articles de ce numéro ont collaboré:

Eric Baier
Claude Bossy
Ruth Dreifuss
Jean-Claude Favez
Jean-Pierre Ghelfi
Marx Lévy
Péter Ruzsika
Martin Schwartz

Le N° 145 sortira de presse le 16 février 1971

Cette continuité, il la retrouve dans la révolte des hippies américains et de la jeunesse radicale des campus universitaires, qu'il considère comme les descendants des Jacobins français. Dans leur révolte et leur non-conformisme, il constate les signes précurseurs d'une nouvelle révolution mondiale, comparable dans son ampleur et dans son rayonnement à la révolution de 1789.

Continuité du progrès et de la révolution signifie pour lui non pas la simple négation du progrès réalisé par les révolutions libérales — progrès, par exemple, dans le domaine des libertés civiques et de la démocratie politique — mais son élargissement. En dernière analyse, toute révolution vise à accroître la liberté pour l'individu, notamment dans la vie économique, sexuelle et culturelle.

Revel est-il marxiste?

Les convictions libérales de Revel n'entrent pas en contradiction avec son analyse de la situation mondiale riche en fait d'emprunts marxistes. Un paradoxe qui n'est qu'apparent si l'on connaît les rapports intimes entre libéralisme et marxisme, entre la dialectique de Hegel et celle de Marx. Il n'y a par exemple aucune hérésie dans sa thèse selon laquelle l'humanité passe au socialisme par la liberté, acquise par les bourgeoisies révolutionnaires du passé, ni dans son doute quant aux chances du socialisme dans les pays économiquement sous-développés. Revel ne dit ni plus ni moins que ce que Marx aurait dit à son époque, à savoir que la liberté, qu'elle soit appliquée dans le domaine public, économique ou privé, représente un coût économique que toutes les sociétés ne peuvent assumer. Par conséquent, si la révolution est synonyme de libération, du plus grand nombre d'individus de la répression (politique, économique, sexuelle, etc.) et non pas du replâtrage d'un système déchiré par ses contradictions internes (comme nos faux marxistes ont tendance à la vouloir pour escamoter son sens aux hommes), alors il est logique de s'attendre à une révolution socialiste dans le pays le plus avancé du monde. On peut difficilement contredire ce néo-menchévisme sur ce point, car non seulement sa démonstration est rigoureusement marxiste (Marx lui-même, n'attendait-il pas la révolution en Allemagne et en Angleterre?) mais l'échec du socialisme en Russie et dans les pays de l'Est donne raison à tous ceux qui, à l'époque, doutaient du potentiel socialiste de la Russie, sans nécessairement douter du renversement de son régime féodal. Ceci pour l'ossature théorique du livre de Revel, implicite dans son raisonnement.

Venons-en aux faits, au domaine de l'observation où la position du théoricien doit supporter l'épreuve de la réalité.

Les ennemis du système

A condition qu'on se souvienne de l'alliance des concepts de révolution et de liberté, l'Amérique contestataire est incomparablement plus avancée que l'Europe et les pays communistes de l'Est ou le Tiers Monde. Nulle part ailleurs, la crise de la famille n'a pris des proportions comparables à celles qui conditionnent la libération sexuelle des individus en Amérique; de même, la contestation au niveau de la culture est une réalité en Amérique, tandis qu'elle reste une revendication en Europe. L'émancipation de la femme a fait un réel bond en avant au cours des dernières années, tandis qu'elle est restée un vœu pie en Europe. La plupart de nos forces d'opposition ne sont même pas prêtes à reconnaître la légitimité de cette émancipation, craignant une manœuvre de diversion de la bourgeoisie. A part la faune de Saint-Germain-des-Prés, et des imitateurs des modèles américains pour la jeunesse, l'Europe n'a pas produit un phénomène semblable au mouvement hippy.

De même, la critique intellectuelle est extrêmement féconde en Amérique. Qu'elle ait bénéficié d'emprunts européens, ne change rien au fait qu'un Galbraith, un Reich ou un Marcuse ont écrit pour un public américain. L'Europe retrouve ses traditions

révolutionnaires dans la philosophie à travers l'Amérique.

Au niveau de la critique sociale et politique, le mouvement de libération des Noirs, l'opposition des couches importantes de la population américaine à la guerre au Vietnam, la résistance contre l'appareil politique et économique, responsable de la destruction de la nature et du gaspillage de la production militaire, représentent d'autres aspects de la crise profonde que traverse le système, la plus profonde peut-être de son histoire.

Les critiques de Revel, impuissantes en face de cet inventaire impressionnant de mouvements et de revendications, ont développé deux sortes d'arguments: ou bien ils ont douté de la validité de son interprétation de la révolte américaine, ou bien ils ont mis le doigt sur la faiblesse de ses analyses économiques. S'agissant de marxistes érudits dans la plupart des cas, les deux critiques étaient souvent liées.

Face à la critique

Revel n'est pas un économiste et ne prétend pas l'être. Pourtant, une analyse plus attentive des données économiques pourrait facilement retrouver les chaînons manquants dans la démonstration de Revel. Prenons l'exemple de la sexualité: il est généralement admis par les économistes que la prospérité, aujourd'hui, dépend de la concentration des capitaux. Il est également admis par les sociologues que la concentration des capitaux par des institutions financières transforme les fonctions économiques de la famille (passage d'une unité de production vers une communauté de consommation). Depuis Malinowski, mais surtout depuis les travaux de Wilhelm Reich, nous sommes familiers avec la thèse selon laquelle la répression sexuelle des individus est directement proportionnelle à l'importance économique de la famille dans une société. Il est donc normal que la révolution sexuelle se produise en Amérique où la prospérité économique et la décroissance des fonctions de la famille dans la production contribuent à la libération des individus.

L'affirmation de Revel selon laquelle la révolte universitaire a commencé aux Etats-Unis recouvre un fait, mais l'avance des Américains dans ce domaine peut être expliquée par un recours à la situation économique. La science et la recherche ne deviennent la principale force productive dans un pays, qu'à la condition qu'une forte concentration des capitaux déprécie les fonctions des entrepreneurs individuels.

On peut continuer cette même ligne de raisonnement en ce qui concerne la critique de l'efficacité économique, principal objectif de la gauche américaine. Que Galbraith, le grand adversaire de l'économie du « rendement », soit un Américain, n'a rien d'étonnant. On ne peut critiquer la société de consommation, en révélant la destruction qu'elle a accomplie dans la Nature et dans les individus, qu'à condition de l'avoir atteinte. Si la révolte de mai 1968 a échoué, c'est parce que l'alliance ouvriers-étudiants était une illusion. Elle l'était parce que les ouvriers ne sauraient encore faire leur la critique de la société de consommation.

La quasi-révolution de la Tchécoslovaquie pendant la même année s'inscrivait dans une logique toute différente: le régime était remis en question parce qu'il n'avait pas réussi davantage à garantir la société de consommation qu'à établir la démocratie politique. Malgré toute l'injustice dans la répartition des revenus, malgré tous les défauts de la démocratie américaine, elles existent aux Etats-Unis.

Contestation et révolution

Les faiblesses dans l'analyse économique de Revel sont alors plutôt des omissions que des incohérences. Venons-en au deuxième type de critique, consistant à mettre en question la signification des luttes politiques et sociales en Amérique. Parler de l'avenir en termes de « nécessité historique inéluctable » est toujours une aventure. Revel n'appartient pas à ces aventuriers de la science, alors que bon nombre de ses critiques n'hésitent pas à prédire

l'effondrement inéluctable du capitalisme. Revel constate simplement que si la révolution de notre temps prétend avoir le même sens que la seule grande révolution de l'Histoire — celle qui mit fin à la féodalité — elle doit être mesurée par ses promesses de liberté et ces promesses doivent être mesurées par leur réalisme, par l'existence de groupes sociaux capables de les vouloir et de les tenir.

Si on fait le bilan des différents mouvements de contestation en Amérique (Noirs, étudiants, opposition à la guerre, femmes, hippies, etc.), on peut difficilement contredire Revel sur le fait que le potentiel révolutionnaire en Amérique est réel. Que la scène américaine de la contestation présente une grande confusion idéologique et qu'elle ressemble à un marché oriental où les femmes attaquent les psychiatres et où les homosexuels cherchent l'alliance des Panthères Noires, n'enlève rien à la force des arguments de notre auteur. Aucune révolution digne de ce nom n'a suivi un plan préétabli par ses idéologues. De même, la transformation des rapports de production, critère européen de la révolution, résultant d'une mauvaise digestion des écrits de Marx, ne peut pas être une revendication qu'on pose à priori. Bien au contraire, elle ne peut résulter que de la critique de la vie quotidienne quand les hommes, luttant pour leur liberté possible, se heurtent finalement aux rapports de production. Les femmes, parce que leur soumission dépendait de la famille bourgeoise; les Noirs parce que cette économie a perpétué leur esclavage; les étudiants, parce qu'ils doivent produire pour la guerre et pour une économie dont les réalisations deviennent de plus en plus absurdes; les hippies, parce que le prix de leur liberté est la haine et le mépris d'une société productiviste dont la fuite en avant, aveugle et inhumaine, est devenue l'idéologie.

Pour quel public?

A en juger par les premiers échos de son livre, Revel risque d'être mal compris. D'abord par ceux qu'il attaque, la gauche. Les communistes, convaincus malgré Budapest, Prague et dernièrement la révolte ouvrière en Pologne, de la supériorité de leur modèle révolutionnaire, y verront une tentative de discréditer le communisme. Les gauchistes se trouveront frustrés dans leur volontarisme révolutionnaire, car le livre de Revel met en évidence les limites économiques de la révolution en Europe et ailleurs dans le monde. Revel est alors décrit comme pamphlétaire bourgeois qui remet à la mode les slogans du libéralisme. Ses emprunts au marxisme passent inaperçus. Les libéraux, incapables de comprendre que le véritable libéralisme implique la critique des acquisitions libérales, peuvent d'autant plus facilement adhérer aux thèses de Revel qu'on ne voit pas très bien comment le système de production se transformera à partir de l'imbricatio américaine. Après tout, on peut toujours entretenir l'espoir que le système, grâce à son rendement, pourra supporter un nombre croissant d'éléments marginaux.

Résumons. Revel est convaincant sur trois points: les progrès de la contestation en Amérique; l'avance économique et technologique des Etats-Unis conditionnant les mouvements de libération et le fait que révolution et liberté sont des concepts synonymes. Son analyse laisse néanmoins un point d'interrogation: ces libertés que les différents mouvements américains exigent bien en avance sur l'Europe, entraînent-elles nécessairement la transformation des rapports de production?

Somme toute, Revel doit son impact moins aux qualités de son ouvrage qu'à la nouveauté de ses thèses dans le contexte européen et français. L'expérience de l'Amérique n'a donné lieu jusqu'à maintenant à aucune élaboration théorique sérieuse. Le monopole de la théorie révolutionnaire est toujours détenu par les épigones de Marx, qui dans leur verbiage économique, oublient le sens qualitatif de la révolution. Revel, malgré ses qualités d'observateur et de pamphlétaire, est faible sur les points où il devrait manifester autant de rigueur que ses adversaires: il est avare dans l'administration de la preuve.

Péter Ruszka

Ni Marx...

J.-P. Ghelfi s'est efforcé de préciser la première moitié du livre de J.-F. Revel. Nous avons tiré de son texte les extraits suivants.

D.P.

Impossible d'ignorer Marx. D'abord parce qu'une partie importante de la population mondiale se dit proche de la théorie qu'il a développée. Ensuite parce que, dans une large mesure, le vocabulaire que nous utilisons pour parler des sociétés contemporaines — capitalistes ou communistes, industrialisées, en voie d'industrialisation ou pré-industrielle — vient en droite ligne de ses écrits. Il est de même impératif de confronter théorie marxiste et situations pratiques, concrètes et effectives des sociétés actuelles¹.

La force du marxisme réside dans la simplicité du cadre qu'il propose pour interpréter le jeu des forces sociales dans les communautés humaines: maître-esclave; seigneur-serf; capitaliste-prolétaire; profit-paupérisation, etc. Vision d'une société irréductiblement dualiste, dont le terme sera marqué par la révolution prolétarienne qui permettra de supprimer les classes sociales. Cet aboutissement, selon Marx, est inéluctable. Le développement économique approfondira le fossé entre capitalistes et prolétaires — les uns toujours plus riches et moins nombreux, les autres toujours plus pauvres et plus nombreux. Le système est donc en soi explosif, et le détonateur sera fourni par le jeu de l'accumulation de ses contradictions internes.

La propriété privée des moyens de production et de distribution est source de profit pour les capitalistes, donc d'exploitation des travailleurs. Pour éliminer l'exploitation prolétarienne, il faut par conséquent supprimer la propriété privée. La socialisation des moyens de production et de distribution n'est toutefois par un but. Elle constitue, selon les marxistes, le moyen nécessaire et suffisant pour permettre aux hommes d'échapper aux déterminismes de l'économie, de ne plus les subir, et ainsi, en quelque sorte, de s'autodéterminer par rapport à eux.

Cette autodétermination est conçue comme condition pour permettre à l'homme de se réaliser pleinement.

Les « prévisions » du marxisme

On peut, dans les critiques sommaires du marxisme, se contenter par exemple de noter que les régimes politiques qui s'en réclament n'ont pas obtenu de meilleurs résultats que les pays capitalistes. On peut aussi relever que si l'économie est importante, elle n'est pas tout: un régime économiquement oppressif est, semble-t-il, moins insupportable qu'un régime qui ne respecte pas les libertés individuelles et collectives, fussent-elles qualifiées de formelles.

Ces deux points ne sont pas les plus importants, bien qu'ils jouent un rôle essentiel dans les attitudes politiques: comment expliquer aux travailleurs-électeurs qu'ils auraient intérêt à changer de régime politique si les exemples qu'on leur fournit ne sont pas concluants?

La force principale du capitalisme contemporain provient des échecs du communisme. Les promesses du second pèsent peu en face des réalisations du premier.

Une autre manière de critiquer le marxisme consiste à noter que les prévisions qu'il a faites sur le développement du capitalisme se sont révélées inexactes. Celui-ci n'a pas congénitalement besoin des guerres impérialistes pour maintenir et asseoir sa domination. Le colonialisme n'est pas davantage une condition de sa survie. Le néo-colonialisme n'est pas un trait spécifique du capitalisme, et il se

pourrait qu'il s'en dégage plus rapidement que les pays communistes. Le système d'enseignement continue certes à transmettre l'idéologie de la classe dominante — ici comme ailleurs —, mais les réformes qu'il a entreprises ici sont déjà nombreuses et le rythme de changement à la fois plus grand et plus prometteur. Enfin, le capitalisme renferme plus de virtualités quant à l'émancipation des minorités, à la libération de la femme et donc à la transformation de la cellule familiale et des rapports humains qu'elle implique.

La critique la plus radicale qu'on puisse émettre cependant à l'égard du marxisme est d'avoir voulu expliquer la situation misérable du prolétariat industriel du XIX^e siècle par l'existence de la propriété privée. Car même s'il est vrai que le « profit capitaliste » est indéterminé et indéterminable par les « lois » du libéralisme économique, il constitue un résidu de l'activité économique qui ne saurait, à lui seul, rendre compte des injustices, des inégalités et des gaspillages observables dans la société.

Comment concilier socialisation économique et libertés politiques?

Chacun des deux systèmes (capitalisme et communisme) a sa logique, qui n'est pas forcément celle que le marxisme a mise en évidence. La concurrence est fille du profit, certes, mais elle est tout autant fille de la liberté d'initiative en matière économique, politique, sociale, culturelle. Le plan, lui, est fils de la socialisation du profit, mais fils surtout de la suppression de la liberté d'initiative en matière économique. Et cette restriction s'est étendue et généralisée aux autres secteurs de la vie individuelle et collective. Cet aboutissement n'était voulu ni par Marx ni, probablement, par Lénine. Mais on ne peut s'empêcher de penser que l'évolution constatée était contenue en germe dans les concepts « socialisation des moyens de production », « centralisme démocratique », « dictature du prolétariat » — ou du moins qu'elle en était une conséquence quasi inéluctable.

Conséquence quasi inéluctable... Les mouvements gauchistes actuels qui se distancent généralement des communismes appliqués et autres « crapules stalinienne », se refusent à admettre ce fait, sans toutefois — et là est la condition de crédibilité idéologique et politique de leur mouvement — montrer comment sociologiquement il serait possible de concilier libertés politiques et socialisation économique.

Rapports économiques et projets politiques

L'héritage marxiste nous pousse à rechercher les explications du côté des bases matérielles (l'infrastructure) de la société. Mais le degré de développement économique ne permet pas d'expliquer, fût-ce « en dernière analyse », la diversité des situations des pays européens. Le passé colonial, l'accession tardive à la démocratie libérale, le centralisme institutionnel, le maintien prolongé de l'empire ou du royaume — certains de ces éléments pouvant se combiner — rendent mieux compte des situations nationales actuelles que l'analyse de l'évolution de la lutte des classes ou du développement des forces productives. (cf. F. Perroux: « Industrialisation et création collective » tome II).

Sur le plan international, il est encore plus évident que le poids des rapports économiques ne joue pas l'importance capitale qu'on a voulu leur attribuer. Etudier le processus d'intégration européenne sous l'angle du renforcement des monopoles équivaut à se condamner à ne rien comprendre au jeu des forces en présence. L'Europe, à supposer qu'elle aboutisse, sera d'abord une réponse politique tant à l'égard des Etats-Unis que de l'Union soviétique. D'où, d'ailleurs, l'hostilité plus ou moins marquée de l'un et de l'autre.

C'est une vérité d'évidence, dans le monde actuel, que tout projet politique implique un support économique, industriel et militaire. Mais la complexité et l'ambivalence de chacun de ces domaines interdit de ramener univoquement l'un aux autres, ou l'inverse.

Absence de « prêt-à-porter » idéologique

La liberté intégrale est-elle vraiment au bout du chemin, comme le croit Marx, lorsqu'il aura été mis fin aux luttes des classes? N'est-il pas plus juste de voir dans « un peu de liberté » le moyen nécessaire — mais pas forcément suffisant — pour aller vers « plus de liberté ». Cette idée a au moins pour elle de pouvoir s'appuyer sur les expériences historiques. Si cela est vrai, il en découlerait que la politique doit emprunter non pas le chemin de la lutte des classes et tendre à la socialisation des moyens de production et de distribution, considérée comme la condition sine qua non de l'émancipation réelle de l'humanité, mais bien la voie de la liberté, en commençant par les « libertés formelles » conquises par les révolutions dites libérales, pour les approfondir à chaque étape du développement économique, dans la perspective de doubler la démocratie politique d'une démocratie économique et d'une démocratie culturelle.

Qu'au bout du compte, nous en arrivions aussi à socialiser les moyens de production, du moins certains d'entre eux, c'est possible, et c'est même probable. Mais à considérer encore que les termes mêmes selon lesquels cette socialisation se ferait pourraient être autres que ceux que nous pouvons concevoir actuellement.

Car ayons garde de constater que les voies qu'empruntent les sociétés pour passer d'une étape à une autre, dans leur développement politique, économique, culturel, sont trop mal explorées et donc connues pour qu'on puisse sans danger pour ce qui est déjà acquis, être assurés qu'un bouleversement profond n'équivaudrait pas pratiquement à une régression. Si révolutionner est innover, créer du neuf, alors l'avenir est inconnu. Et il est aberrant de croire qu'il existe des « schémas » explicatifs tout prêts, une sorte de « prêt-à-porter » idéologico-révolutionnaire.

En appeler au capitalisme comme cause absolue et au socialisme comme remède absolu n'est acceptable d'aucun point de vue. On se heurte en effet à des structures mentales beaucoup plus profondes et résistantes ainsi que Jacques Monod et Konrad Lorenz se sont efforcés de le montrer. Il faut analyser leurs effets et leurs implications à la lumière des connaissances actuelles pour espérer pouvoir trouver un début de solution qui, prenant en considération l'intégralité de la nature humaine, soit conforme à ce que nous pouvons aujourd'hui discerner.

J.-P. G.

Critiques ponctuelles Le langage de Revel

Imaginez qu'un soir, dans le salon d'un ami, on vous présente un brillant journaliste parisien, retour d'un voyage outre-Atlantique; imaginez la conférence improvisée qu'il tiendra aux commensaux, illustrée par ses impressions récentes sur l'extraordinaire vitalité d'une société qui est non seulement la plus puissante du monde, mais qui se trouve être, comme elle se plaît à le dire, un gigantesque creuset culturel. Imaginez l'invité de ce soir, bon conteur cultivé, avec ce qu'il faut d'agressivité pour que la voix vibre et que l'auditoire réagisse, et ce qu'il faut de simplification pour que le récit puisse embrasser bien des aspects du « problème révolutionnaire ». Si maintenant, au lieu de parler, cet homme écrivait un livre, vous auriez « Ni Marx, ni Jésus ». Un livre qui force l'attention, irritant pour qui, à tort d'ailleurs, pense qu'il ne faut écrire que pour le marbre (celui des monuments appelés à durer et non celui des imprimeries de l'éphémère combat), stimulant parce qu'il intervient, malgré ses faiblesses, dans un débat fondamental.

Pour qui, comme nous, craint le brouillard des mots et regrette que le langage des tracts soit truffé du vocabulaire consacré de l'analyse marxiste (sans

¹ Il s'agira moins, nécessairement, de parler du marxisme livresque que de ce que les peuples et leurs dirigeants en ont retenu, puisque c'est ceci que nous voyons à l'œuvre, et qui est déterminant en pratique pour favoriser tel développement économique, social ou politique, plutôt que tel autre.

recouvrir un même aspect pour l'analyse elle-même), le langage de Revel apparaît bien plus parlant. Mais s'il ne succombe pas au piège des clichés, il se résout mal à se priver du plaisir raffiné qu'il y a à jouer avec les mots.

Face au feu d'artifice, les critiques ne peuvent être que ponctuelles. Mais les escamotages de Revel correspondent, et ce n'est pas un hasard, à des interrogations d'une importance capitale. Posons quelques-unes de ces questions.

Lorsqu'un système n'est plus aimé...

La révolution française, comme la révolution russe, n'auraient pas été possibles si les anciens régimes n'avaient finalement ligué contre eux des groupes sociaux dont les revendications pouvaient être antagonistes, mais coïncidaient dans la nécessité de mettre fin au système.

L'alliance, contre l'aristocratie parasitaire, des philosophes, des paysans faméliques, des bourgeois et des fameuses « classes dangereuses » aboutit en 1789. La haine commune de l'autocratie qu'éprouvaient les paysans, l'intelligentsia, les nationalités, les prolétaires, les pacifistes, les bourgeois « éclairés » même, permit son renversement en 1917. Revel a donc raison de souligner l'importance de la désaffection interne envers la société américaine, et la perte en crédibilité de ses dirigeants, régnant au sein des minorités ethniques, des jeunes, des femmes, des universitaires, etc. Ainsi se trouve réalisée une condition révolutionnaire et je n'exprime là que l'aspect concret des cinq conditions que nous publions en première page): l'existence d'une contestation multiforme.

... et que se développe une utopie cohérente

Mais le 14 juillet 1789 n'était finalement, lui aussi, qu'une émeute populaire. La révolution fut prise en charge par une classe sociale (ou une fraction de classe sociale), sur un programme d'organisation de la société nouvelle. Le même scénario se joua en Russie: les groupes victorieux se sentaient investis d'une mission à portée universelle et proposaient les structures nouvelles à mettre en place.

On peut certes dénoncer, ou déplorer, cet accaparement de la révolution par un groupe social, et cela d'autant plus lorsqu'il se limite à une poignée d'affairistes ou à une « avant-garde » consciente de sa vulnérabilité profonde. Mais la leçon est double: une révolution n'a de chances d'aboutir — de transformer la réalité sociale — que s'il existe, parallèlement à la désaffection du régime, une volonté d'organisation de la société future une utopie cohérente, émanant d'un groupe impatient de la réaliser, mais capable d'intégrer les objectifs d'autres adversaires du régime.

Où est le pouvoir?

Partant de l'échec des révolutions de type bolchévique, malgré les changements de structures auxquels elles ont abouti, à fonder un nouveau type de relations inter-humaines et une nouvelle morale collective, Revel porte toute son attention sur la révolution culturelle, sous-estimant systématiquement les conditions économiques de la libération et de la répression.

Deux conséquences en découlent: Revel n'éprouve pas la nécessité de préciser qui détient le pouvoir aux Etats-Unis, et par quels moyens il est exercé. Il est vrai que le pouvoir est diffus, multicéphale, honteux en quelque sorte; mais il n'est pas moins vrai que la concentration économique et la technicité croissante des options a accru la portée des décisions prises et le poids des groupes de pression. Les possibilités de répression, ou de marginalisation, ont crû parallèlement. Focaliser l'attention sur la contestation, sans proposer d'instruments pour l'analyse du pouvoir, augmente les risques d'enlèvement, que Revel, trop intelligent pour ne pas le voir, énumère rapidement en un dernier chapitre qui remet en question tous les développements antérieurs.

Politique et économie

D'autre part, Revel ne pense pas que l'injustice des rapports économiques doive être atténuée ou supprimée par une remise en cause de la propriété privée des moyens de production. Deux thèses sont donc en présence: la première, la thèse socialiste, passéiste aux yeux de Revel, que Sauvy (« Le socialisme en liberté ») rappelle en ces termes: « On ne peut admettre, en régime socialiste, le pouvoir que confèrent, à quelques hommes, leur naissance ou d'heureuses spéculations, sur la marche de l'économie nationale et sur le sort des travailleurs ». La deuxième thèse est celle de Revel, qui, sur ce point, rejoint Jean-Jacques Servan-Schreiber; pour eux, le changement révolutionnaire ne devrait pas tendre à bouleverser un système de production qui a fait ses preuves, mais par des objectifs strictement politiques, à apporter un contrepoids au système économique: « La révolution comportera donc, dans la conjoncture actuelle, la séparation du pouvoir politique et du pouvoir économique, séparation qui, si l'on y réfléchit, n'existe pratiquement nulle part. » On voit mal ce que recouvre ce postulat, à l'ère de la planification publique et privée, de la pauvreté des équipements collectifs, de la recrudescence du chômage et de l'expansion des géants industriels, nourrie par l'inflation et le mythe de la croissance. Ou plutôt, on voit bien où nous mènerait la « créativité » révolutionnaire de Revel: à une société dont l'organisation économique serait inspirée par Jean-Jacques Servan-Schreiber, et la culture façonnée par les participants de Woodstock, où les directeurs d'entreprises coifferaient, en quittant leur bureau, la perruque chevelue des hippies. En d'autres termes, à la perpétuation de ce qui existe déjà.

Qu'on nous comprenne bien: le bouillonnement d'idées et d'expériences contestataires présente une importance capitale. Minant les principes sur lesquels repose la société, lui injectant une inquiétude profonde quant à l'avenir, il prélude à une ère de bouleversements. Comme Rousseau l'affirmait avec une conviction visionnaire: « Voici venir le temps des révolutions ». Mais où auront-elles lieu, et sous quelles formes? Revel ne répond pas.

Eric Baier
Ruth Dreifuss

Marginaux et réformistes

A juste titre, Revel rappelle que la Révolution française a été précédée d'un bouillonnement d'idées. « Que ce soit dans le domaine constitutionnel, économique, scolaire et éducatif, que ce soit pour les rapports de l'Etat et de la religion, le divorce, le rôle de l'art et du théâtre dans la société, que ce soit sur le droit pénal, le recrutement de l'armée ou celui des ministres, la presse, le commerce des grains ou l'organisation universitaire, des recherches avaient été poursuivies qui avaient fait avancer la connaissance, parfois même des disciplines entièrement nouvelles, comme l'économie politique, avaient été créées. »

Il s'agit là d'une articulation essentielle de sa pensée: montrer d'abord qu'en certains moments de l'histoire, les conditions préalables étaient réunies; mais surtout, Revel désire conférer au bouillonnement inventif ou contestataire d'aujourd'hui la valeur de signes prérévolutionnaires.

Ici, pourtant, sa démonstration tourne court. Les projets du XVIII^e, auxquels il se réfère, étaient des projets politiques au sens large du terme, dès avant-projets d'une société mieux organisée, plus libre et plus efficiente.

Aujourd'hui, en revanche, la contestation est pauvre en projets que l'on pourrait appeler politiques. Certes, une meilleure conception de l'éducation pourrait à la fois servir la liberté et dégager de nouvelles forces intellectuelles et économiques. Mais pour l'essentiel, l'efficacité moderne est liée, quasi définitivement, à la technologie, à la recherche, à l'organisation, à la « fuite en avant dans la croissance ». La difficulté majeure est de trouver un autre modèle économique.

Certes, les contestataires américains sont assimilés et tolérés par la société américaine, mais dans la mesure où ils ne remettent pas en cause la machine, où ils ne « cassent pas la baraque ». Cela ne signifie pas qu'ils soient sans influence; le fait qu'ils imposent d'autres mœurs montre leur capacité d'obliger la société à évoluer, la tolérance revêt désormais une nouvelle signification; dans certaines circonstances leur poids est politique (lutte contre la guerre, etc.). Mais si ce ne sont pas des marginaux complets, ce sont pourtant des hommes incapables d'influencer de l'intérieur l'organisation économique. Quel nouveau type d'organisation du travail? Quelle réponse économique au problème du Tiers Monde, à celui de la vieillesse, etc... Quelles réformes?

On regrette donc que Revel soit Français malgré tout au point de s'arrêter au réformisme d'Alain Poher plus qu'aux kibboutzim, aux coopératives de production, au syndicalisme.

De Poher au Black Power, il y a, dans sa pensée, un hiatus.

L'alliance du réformisme organisateur et de la contestation est plus riche en perspective sinon révolutionnaire, du moins de mutations profondes que Servan-Schreiber donnant la main à Angela Davis. Stockholm ou Amsterdam, mieux que New York. La révolution européenne est peut-être aussi commencée.

A.

Cointrin ou l'escalade du vandalisme

Un équipement coûteux...

La cité-satellite de Meyrin ne représente que le début de l'urbanisation d'une bande de surfaces au nord-ouest de la piste de l'aéroport de Cointrin, où l'Etat encourage systématiquement la construction de logements. En effet, cette zone est pourvue d'un équipement, fort coûteux, en vue d'un développement rapide et planifié de cette région, destinée essentiellement à l'habitat.

... pour une zone déjà détériorée...

L'Etat de Genève a ainsi commis une double erreur: d'une part, la zone en question est difficilement accessible par les voies de communication traditionnelles, d'autre part, le bruit délirant de l'aéroport rend cette région difficilement habitable.

Cette bétise est le résultat direct de la politique prétentieuse d'un canton à surface très réduite qui veut « son » aéroport intercontinental.

Signalons enfin que l'Etat de Genève consacre en revanche des terrains à Satigny, bien mieux adaptés aux exigences de l'habitat et plus protégés contre le bruit que Meyrin, à une zone industrielle!

... puis rendue carrément inutilisable!

L'Etat de Genève réclame 48 millions pour l'extension de l'aéroport; à l'appui de sa demande de crédit, il invoque des motifs de sécurité:

— il est exact que l'infrastructure proposée offrira plus de sécurité; cette marge supplémentaire est cependant utilisée pour faciliter un trafic accru et l'arrivée des avions de très gros calibre, source d'un vacarme accru;

— il est également exact que la construction d'un centre d'aviation général libérera la piste principale des petits avions de tourisme... pour faire place aux plus gros!

Sous le couvert de la sécurité, l'Etat de Genève s'engage résolument dans la « fuite en avant »; tout est donc mis en œuvre pour augmenter le trafic aérien, fantastique source de bruit et de pollution. L'erreur de base, à savoir l'ignorance de l'impossible coexistence de l'habitat et d'un aéroport, est encore aggravée. Ainsi, l'Etat détruit en faveur du mythe de la technique la valeur des investissements en équipements destinés à l'habitat, c'est-à-dire à l'homme.